



SUD Culture Solidaires  
61 rue de Richelieu, 75002 Paris  
Tél.: 01.40.15.82.68 / [sud@culture.gouv.fr](mailto:sud@culture.gouv.fr)  
<http://sud-culture.org/expressions/>

## **Destruction étatique du site archéologique d'Hasankeyf au Kurdistan en Turquie : une catastrophe scientifique, humaine et écologique**

Cet été 2017 est à nouveau propice à la destruction des paysages et des trésors culturels du Kurdistan par l'État turc. L'association pour la survie du site archéologique d'Hasankeyf a ainsi dénoncé le 15 août, les destructions en cours opérées par l'État turc sur ce site qui témoigne de traces d'activités humaines datant de plus de 12 000 ans. Des parois rocheuses ont ainsi été dynamitées, au motif qu'elles représentaient un danger, mais leur destruction touche aussi directement le site en lui-même et notamment les nombreuses grottes qui s'y trouvent.

Depuis 2010, l'État turc a considérablement accéléré les travaux pour préparer l'inondation de l'intégralité du site archéologique et de la petite ville voisine, qui comptent des milliers de grottes troglodytes mais aussi des traces de l'époque médiévale dont une vieille mosquée et une nature riche, afin de construire un barrage et une usine hydroélectrique. En mai 2017, le mausolée de Zeynel Bey avait été déplacé ouvrant la voie à cette destruction.

L'inondation est prévue dans le cadre d'un ensemble de barrage gigantesque sur le fleuve Tigre, qui renforcera encore le contrôle de l'État turc sur les eaux de ce fleuve qui traverse ensuite l'Irak pour se jeter dans le Golfe persique, posant ainsi des problèmes de partage des eaux et d'accès à l'irrigation.

Ces barrages s'inscrivent aussi dans le cadre d'une politique de contrôle de l'État turc sur les territoires de peuplement kurde et une partie d'entre eux ont pour objectif de réduire le terrain occupé par les guérillas du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Enfin la création de ce barrage électrique vise à renforcer la situation d'exploitation des terres du Kurdistan, que l'État turc considère comme un grenier sans âme dont les ressources peuvent être pillées jusqu'à leur épuisement.

C'est la même logique qui est à l'œuvre à Sur, la vieille ville de Diyarbakir, principale cité du Kurdistan nord.

Suite au soulèvement des habitant-e-s de Sur à l'automne 2015, l'armée turque a mené de très violentes opérations militaires contre ce centre historique, qui comptait de nombreux monuments classés (par exemple l'église de la vierge Marie datant de 1700 ans, les remparts construits en -350 avant notre ère ou le site de Heysel qui date de - 8 000 ans avant notre ère), entraînant des centaines de morts, la fuite de dizaines de milliers d'habitants et endommageant de nombreuses habitations.

Après avoir écrasé la rébellion, l'état turc a décidé de tirer profit de la situation pour raser la vieille ville de Sur, détruisant au passage tous les sites historiques présents, sous prétexte de reconstruire les quartiers concernés. Si les habitant-e-s résistent encore, l'état turc est bien décidé à finir la destruction en cours (un tiers de la ville a déjà été détruit), car derrière cette énorme opération d'urbanisme, se jouent à la fois de très juteuses opérations immobilières pour les entreprises du bâtiment liées à l'AKP, le parti islamo-autoritaire au pouvoir et une tentative de contrôle militaire de la population pour éviter tout nouveau soulèvement.

Comment dès lors ne pas faire le lien avec le retour de la politique de terre brûlée qui a été appliquée dans la région de Dersim ? Des dizaines d'hectares de forêt ont ainsi été volontairement détruits par l'armée turque au Kurdistan nord mettant en danger les habitant-e-s et détruisant les écosystèmes locaux. D'autres forêts ont aussi pris feu suite à des opérations de gendarmerie sans que l'État n'intervienne et en interdisant aux populations d'éteindre les feux. Le but de ces incendies volontaires étant de gêner les guérilleros du PKK et de punir la population locale.

Les attaques contre le peuple kurde passent ainsi par un double processus : une guerre impitoyable qui depuis juillet 2015 a entraîné la mort de plusieurs milliers de personnes et la destruction physique de la région.

Sud Culture Solidaires dénonce la destruction du patrimoine historique et culturel du Kurdistan par l'état turc, ainsi que les désastres que subissent les éco-systèmes de la région. Ce patrimoine historique et naturel doit être sauvé. Nous dénonçons la toute puissance de l'État turc qui n'a de préoccupation ni pour les populations, ni pour la nature, ni pour la culture. Nous exigeons donc l'arrêt immédiat des destructions de sites historiques et culturels, la réhabilitation de ceux qui peuvent l'être, le retour chez eux/elles des habitant-e-s déplacé-e-s, la reconstruction de leurs habitations et de leurs quartiers, décidé-e-s par eux/elles mêmes selon leurs choix et l'arrêt des opérations militaires destructrices.

Nous continuerons par ailleurs à être solidaires des militant-e-s syndicaux/ales, associatifs/ives et politiques qui subissent la répression en Turquie et au Kurdistan et qui luttent pour défendre les droits des travailleurs/ses, des femmes, des minorités et des populations locales.

Paris, le 22/08/2017